



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.3/45/L.89\*  
28 novembre 1990  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
TROISIÈME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Autriche, Canada, Hongrie, Mongolie, Pologne et République  
socialiste soviétique d'Ukraine : projet de résolution

Coopération internationale visant à résoudre les problèmes  
internationaux d'ordre social, culturel ou humanitaire et à  
promouvoir et encourager le respect et l'exercice universels  
des droits de l'homme et des libertés fondamentales

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 41/155 du 4 décembre 1986 et 43/155 du  
8 décembre 1988, ainsi que les résolutions 1987/42 du 10 mars 1987 et 1989/49  
du 7 mars 1989 de la Commission des droits de l'homme,

Consciente que l'un des buts de l'Organisation des Nations Unies, et le devoir  
de tous les Etats Membres, est de réaliser la coopération internationale en  
résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou  
humanitaire, ainsi qu'en favorisant et en encourageant le respect et l'exercice  
universels des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans  
distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,

Désireuse de réaliser de nouveaux progrès dans les activités visant à  
promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés  
fondamentales,

Considérant qu'il importe de mettre particulièrement l'accent sur  
l'application effective des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la  
Déclaration universelle des droits de l'homme 1/, le Pacte international relatif

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

1/ Résolution 217 A (III).

aux droits civils et politiques 2/, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels 2/ et les autres instruments internationaux pertinents,

Convaincue que les instruments de l'Organisation des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme seraient plus efficaces s'ils étaient universellement respectés et si les Etats parties s'acquittaient scrupuleusement de leurs obligations,

Considérant que les arrangements régionaux existants pour la promotion et la protection des droits de l'homme contribuent grandement à assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales et que l'échange d'informations et de données d'expérience dans ce domaine ainsi que l'enseignement relatif aux droits de l'homme pourraient être encore améliorés,

Soulignant qu'il importe que la communauté internationale continue de s'attacher à prendre des mesures pratiques propres à prévenir les violations massives et flagrantes et toutes autres violations des droits de l'homme, y compris toutes les formes de discrimination fondées sur des distinctions de quelque ordre que ce soit, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation, qui continuent d'être commises dans de nombreuses régions du monde, à l'encontre des dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Notant la place importante que la promotion et la protection des droits de l'homme ont acquise parmi les préoccupations internationales et dans les relations entre Etats,

1. Demande aux Etats Membres d'appliquer intégralement les normes internationales universellement reconnues en matière de promotion et de protection des droits de l'homme, énoncées en particulier dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et les autres instruments internationaux pertinents;

2. Prie instamment tous les Etats de coopérer pleinement avec les organismes compétents des Nations Unies ainsi qu'avec les autres instances intergouvernementales s'occupant de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout dans le monde;

3. Estime que cette coopération contribuera de façon efficace et concrète à assurer l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales par tous;

4. Exprime sa conviction que la promotion et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que l'application des normes universellement reconnues en matière de droits de l'homme revêtent une importance particulière pour tous les pays;

---

2/ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

5. Demande instamment aux Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de ratifier les différents instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ou d'y adhérer;

6. Reconnaît la valeur des efforts concertés que les gouvernements et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales déploient sur les plans international, régional, bilatéral et national dans le domaine des droits de l'homme;

7. Estime qu'une campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme contribuerait à la promotion et à une meilleure compréhension des droits de l'homme;

8. Souligne qu'une large diffusion de l'information relative aux droits de l'homme et l'enseignement relatif aux droits de l'homme constituent des tâches importantes et contribueraient à l'application des normes internationales universellement reconnues en matière de droits de l'homme;

9. Décide de poursuivre l'examen de cette question à sa quarante-septième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Rapport du Conseil économique et social".

-----